

QUESTIONS LES PLUS SOUVENT POSÉES CONCERNANT LA PROPOSITION D'INSCRIPTION DU REQUIN-TAUPE

Le présent document vise à fournir aux Parties à la CITES des informations portant sur les raisons motivant la nouvelle proposition d'inscription du requin-taupe commun (*Lamna nasus*) à l'Annexe II de la CITES, à être soumise lors de la CoP 16 en 2013.

1) Pourquoi l'UE croit-elle que le requin-taupe devrait être inscrit à l'Annexe II de la CITES ?

- Le requin-taupe est présent dans les eaux tempérées de l'Atlantique Nord et des océans du Sud, où il fait l'objet de prises incidentes ou de pêches pélagiques ciblées en raison de sa chair et de ses ailerons très recherchés.
- Puisque le requin-taupe est une espèce à la croissance relativement lente et à la maturité tardive (en particulier les stocks des océans du Sud), il est très vulnérable à la surexploitation.
- Les évaluations conjointes des stocks de l'Atlantique Nord réalisées par la CICTA et le CIEM ont constaté des déclin historiques marqués jusqu'à moins de 30 % des effectifs de référence et des taux de déclin marqué récents de plus de 50 %. Plusieurs modèles d'évaluation des stocks font état de déclin dépassant largement les 90 %, ce qui signifierait que l'espèce remplit les critères d'inscription à l'Annexe I.
- Les évaluations de stocks et autres données conjoncturelles disponibles pour les océans du Sud, dont de grandes parties échappent à toute gestion, suggèrent des déclin récents jusqu'à 20 ou 30 % du niveau de référence.
- Les critères d'inscription du requin-taupe à l'Annexe II de la CITES en vertu de la Rés. Conf. 9.24 (Rev.Cop 15) sont clairement remplis.
- Si certains États de l'aire de répartition gèrent cette espèce dans les eaux relevant de leur compétence, les pêcheries ciblant le requin-taupe ne font l'objet d'aucune gestion de la part des organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), et aucun stock n'est géré de manière efficace dans l'ensemble de son aire de répartition. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) en haute mer compromet les efforts nationaux visant à reconstituer les stocks transfrontaliers.
- Des mesures supplémentaires contraignantes sont requises à l'échelle mondiale afin de réglementer le commerce international et soutenir une exploitation durable des ressources halieutiques permettant la reconstitution des stocks épuisés.

2) Pourquoi l'UE songe-t-elle à soumettre une nouvelle proposition d'inscription de cette espèce à l'Annexe II de la CITES, malgré le rejet de la première proposition lors de la CoP 15 en 2010 ?

- En 2010, le groupe d'experts de la FAO, l'UICN, TRAFFIC et le Secrétariat de la CITES sont tous arrivés à la conclusion que les informations disponibles allaient dans le sens d'une proposition visant à inscrire tous les stocks de requin-taupe à l'Annexe II de la CITES.
- De nombreuses Parties et de nombreux observateurs, dont le Canada, l'Égypte, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la FAO ont confirmé, lors du débat de la CoP 15, qu'une inscription à l'Annexe II soutiendrait les efforts internationaux en vue de conserver les requins en diminuant la pression de pêche, en venant compléter les mesures des ORGP et en fournissant des données importantes relatives à la gestion, à la pêche et au commerce.
- Le Secrétariat de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), un organisme régional de gestion des pêches, a confirmé pendant la CoP 15 que le requin-taupe ne fait l'objet d'aucune limite de prises dans le cadre de la CICTA. Lors de la réunion de la CICTA de novembre 2012, les propositions visant à limiter les prises de requins-taupes ont à nouveau été rejetées.
- Bien que de nouvelles mesures de collecte des données, de conservation et de gestion aient été proposées depuis par des organismes régionaux des pêches et la Convention sur la

conservation des espèces migratrices, celles-ci ne réglementent pas le commerce international.

- La pêche non réglementée et non durable du requin-taupe demeure répandue, notamment en haute mer. Les stocks n'ont toujours pas montré de signes reconstitution. De plus, tout rétablissement qui découlerait de mesures nationales de gestion des pêches continuerait d'être compromis puisque ces pêches non viables approvisionnent le commerce international de la viande et des ailerons de requin-taupe.

3) En quoi la proposition soumise lors de la CoP 16 (2013) différera-t-elle de celle soumise lors de la CoP 15 (2010) ?

- Les informations relatives à la gestion des pêcheries ont été mises à jour, de nouvelles données relatives aux captures et au commerce ont été ajoutées, et les données conjoncturelles disponibles ont été réévaluées. La nouvelle proposition démontre que tous les stocks remplissent les critères énumérés à la Res.Conf.9.24 (Rev.CoP 15) - aucun ne doit être inscrit en tant qu'espèce semblable (« look-alike »).

4) Pourquoi l'UE ne s'est-elle pas concentrée sur la gestion des requins dans l'Atlantique du Nord-Est, au lieu de s'engager en faveur de la conservation des stocks d'autres océans ?

- L'UE a adopté plusieurs mesures afin d'améliorer la situation dans l'Atlantique du Nord-Est (voir question 7).
- La demande européenne en viande de requin est satisfaite par des importations provenant du monde entier. Une consommation responsable exige que nous nous engagions en faveur de la conservation de tous les stocks de poissons affectés par les activités européennes.
- Les consommateurs européens exigent de plus en plus des produits issus de pêcheries durables. Les avis de commerce non préjudiciable (ACNP) de la CITES peuvent fournir le gage de durabilité recherché par le public.
- L'épuisement des stocks dans l'Atlantique du Nord-Est pourrait s'étendre à d'autres régions, à moins qu'une réglementation du commerce international ne soit introduite afin de soutenir et compléter les mesures de gestion durable de la pêche ayant déjà été adoptées par certains États de l'aire de répartition.

5) Les pêcheries de requins et le commerce international des produits issus du requin peuvent-ils continuer après que des espèces de requins ont été listées à l'Annexe II et, si oui, comment ce commerce peut-il être réglementé ?

- Une inscription à l'Annexe II de la CITES n'interdit pas le commerce international (seule une inscription à l'Annexe I aurait cette conséquence).
- Les pêcheries et la consommation locales ne sont pas affectées par quelque inscription que ce soit à une annexe de la CITES.
- Des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES peuvent faire l'objet d'échanges internationaux si leurs populations et les pêcheries qui les exploitent sont gérées de façon durable. Des documents courants de la CITES, y compris les ACNP, autorisent de tels échanges (voir aussi question 11).
- Lorsque la durabilité de leurs activités est attestée, les pêcheurs peuvent exiger des prix plus élevés. C'est pourquoi la certification des pêcheries est devenue si populaire.

6) Pourquoi l'UE ne laisse-t-elle pas la tâche du rétablissement des populations de requins aux organismes de gestion de la pêche, aux limites de prises et à d'autres mesures déjà en place ?

- De nombreuses populations de requins-taupes continuent d'échapper à toute gestion, ou font seulement l'objet d'une gestion incomplète au sein d'une partie de leur aire de

répartition. Les organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) ont refusé d'adopter des propositions visant à introduire des limites de prises pour certains requins en haute mer, y compris le requin-taube.

- Les populations épuisées ne peuvent pas attendre. Le rétablissement des populations de requins est une tâche de plusieurs décennies. Les mesures de gestion doivent être renforcées aussi rapidement et aussi efficacement que possible.
- Plusieurs États de l'aire de répartition, la FAO et la CICTA ont convenu lors de la CoP 15 que les stocks de requins-taube bénéficieraient d'une inscription à l'Annexe II étant donné que la réglementation du commerce international complète les mesures traditionnelles de gestion des pêcheries.

7) Quelles mesures ont été mises en œuvre par les États membres de l'UE en faveur des populations de requins ?

- L'UE a adopté en février 2009 un Plan d'action pour la conservation et la gestion des requins et elle participe activement à la promotion des mesures de conservation des requins au sein des organismes régionaux des pêches dans le monde entier.
- Depuis 2010, toutes les pêcheries ciblées et les prises incidentes de requins-taube sont interdites dans la zone économique exclusive (ZEE) et les eaux côtières de l'UE, tout comme les prises internationales de requins-taube par les navires de l'UE.
- Les États membres de l'UE ont signé le « Mémoire d'entente sur la conservation des requins migrateurs » dans le cadre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CEM). Sept espèces de requins, y compris le requin-taube, sont inscrites à l'Annexe de ce mémoire. Un plan de conservation a été adopté lors de la 1^{ère} réunion des signataires de ce mémoire d'entente, en septembre 2012.
- Les consommateurs au sein de l'UE et la politique commerciale de cette dernière accordent de plus en plus d'importance aux produits issus de la pêche durable ; une inscription à l'Annexe II de la CITES permettra l'importation de tels produits.
- L'UE a inscrit le requin-taube à l'Annexe III de la CITES en 2012 afin d'encourager la coopération internationale pour le contrôle des échanges de spécimens de cette espèce.

8) Une inscription du requin-taube à l'Annexe II de la CITES ne constituerait-elle pas une protection des pêcheries européennes, puisque les requins capturés et commercialisés au sein du marché commun européen ne seraient pas soumis aux restrictions de la CITES ?

- Toutes les pêcheries de cette espèce au sein de l'UE (voir ci-dessus) ont été fermées. Il n'y a donc aucun commerce intérieur de produits du requin-taube issus de pêcheries européennes.
- Les produits du requin faisant l'objet d'échanges au sein de l'UE proviennent principalement de stocks extérieurs à l'UE. Ce commerce intérieur de produits générés à l'extérieur de l'UE est répandu et soumis au même règlement CITES que tout autre commerce de produits dérivés d'espèces inscrites à la CITES provenant de l'extérieur de l'UE.
- Par conséquent, une inscription à la CITES ne peut pas avoir pour effet de générer un avantage pour les pêcheries de l'UE par rapport aux pêcheries des Parties à la CITES non membres de l'UE. Elle favorisera plutôt les autres Parties disposant de pêcheries durables et pouvant exporter des produits du requin-taube vers l'UE.

9) Une inscription du requin-taube à l'Annexe II de la CITES aurait-elle un impact sur la culture asiatique ?

- Cette proposition découle d'une préoccupation vis-à-vis de la consommation traditionnelle et non durable de viande de requin en Europe. Elle ne vise aucune culture ou Partie à la CITES en particulier, et l'UE ne pratique pas de discrimination à l'encontre de quelque autre

utilisation traditionnelle que ce soit de produits du requin. Les pêcheries locales et la consommation intérieure des requins capturés ne seront pas affectées par une inscription à la CITES.

- Notre objectif est de promouvoir la gestion durable des populations de requins. Une pêche durable garantira que les produits du requin demeureront disponibles à long terme et pourront être utilisés dans la cuisine européenne comme asiatique.

10) Comment peut-on assurer la durabilité des pêcheries de requin-taupe ?

- La CITES a de solides antécédents en matière de régulation du commerce international des espèces marines inscrites à l'Annexe II, y compris l'esturgeon, le strombe géant et le napoléon.
- Émettre des avis de commerce non préjudiciable pour les requins, et donc pour le requin-taupe, ne représente pas un obstacle important. Plusieurs publications de la FAO et la CITES fournissent ici des orientations précieuses.¹ On s'attend à ce que les ACNP soient, dans la majorité des cas, émis sur la base de la mise en œuvre de mesures "traditionnelles" des pêcheries, s'appuyant sur des évaluations de stocks et des mesures de gestion telles que la fixation de quotas ou de mesures techniques. Chaque Partie demeurera libre d'appliquer la méthodologie et les outils adaptés à sa situation particulière.

11) N'est-il pas difficile de distinguer les ailerons et la viande du requin-taupe et ceux d'autres espèces de requins inscrites à la CITES ou non protégées ?

- L'identification des parties et des produits dérivés du requin-taupe dans le commerce n'est pas plus difficile que l'identification des produits d'autres espèces. La viande de requin-taupe est presque toujours identifiée en tant que telle en raison de sa grande valeur. Un guide d'identification des ailerons de requin-taupe est déjà disponible²**Fehler! Hyperlink-Referenz ungültig..** L'élaboration de guides visuels améliorés fera l'objet d'une révision pendant la période de 18 mois suivant la CoP, en amont de la mise en œuvre de l'inscription.
- Des tests d'ADN rapides et peu coûteux sont disponibles afin de confirmer l'identification du requin-taupe aux fins de l'application de la Convention. Ces techniques d'identification moléculaire peuvent même distinguer les stocks de l'Atlantique Nord des stocks méridionaux.
- Il importera d'utiliser des codes de marchandise spécifiques à chaque espèce et des guides d'identification pour la viande et les ailerons du requin-taupe, et d'améliorer la traçabilité

¹ 1) ROSSER, A. & HAYWOOD, M. (Comp.)(2002): Guidance for CITES Scientific Authorities - Checklist to assist in making non-detriment findings for Appendix II exports. - Occasional Paper of the IUCN Species Survival Commission, No. 27, 146 pp. IUCN Gland/Switzerland and Cambridge/United Kingdom. ISBN 2-8317-0684-X.

2) MUSICK, J.A. & BONFIL, R. (2005): Management techniques for elasmobranch fisheries. - FAO Fisheries Technical Paper, 474, xi + 261 pp. Rom (FAO). ISSN 0429-9345.

3) CITES (2006): Implementation of CITES Shark Listings. Document prepared by the Shark Working Group of the Animals Committee. (<http://www.cites.org/eng/com/ac/22/E22-17-2.pdf>)

4) GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Making Non-Detriment Findings for Sharks - Elaboración de dictámenes de extracción no prejudicial para Tiburones. In: GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Sharks: Conservation, Fishing and International Trade - Tiburones: conservación, pesca y comercio internacional. 236 pp. Madrid (Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino). ISBN 978-84-8320-474-0.

5) International Expert Workshop on CITES Non-Detriment Findings, Cancun/Mexico, November 17-22 2008. (http://www.conabio.gob.mx/institucion/cooperacion_internacional/TallerNDF/taller_ndf.html)

²http://www.pewenvironment.org/uploadedFiles/PEG/Publications/Other_Resource/Shark%20Fin%20ID%20Guide%201%2024%2012.pdf

des produits des pêcheries jusqu'aux consommateurs ; cependant, cela est également nécessaire afin de soutenir les techniques traditionnelles de gestion des pêches.